

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !



La Lutte Ouvrière

15, Passage Dubail, Paris X
Compte Chèque Postal Depaifre 1891.14 Paris

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste)
Section Française de la 4e Internationale

Abonnements : 1 an 12 francs
6 mois 6 francs

MALGRÉ LES RADICAUX, LE PROLÉTARIAT ARMÉ VAINCRA !

A bas les ministres radicaux !

Quels sont les agents du capital qui au sommet de la vague gréviste ont jeté la panique et la perturbation dans le Front populaire, ont organisé le chantage « à l'ordre », et ont malheureusement trouvé dans les chefs de la C. G. T., du P. S. et du P. C., des interprètes dociles ? Les radicaux, les ministres radicaux.

Quels sont les agents des deux cents familles, qui en plein accord avec la réaction fasciste, ont imposé au gouvernement (déclaration de Salengro), au Parti Communiste, au Parti Socialiste, à la C. G. T., de s'opposer aux occupations d'usines, et de fermes, sabotant ainsi l'action des ouvriers agricoles et des paysans pauvres ? Les radicaux, le Sénat, ce refuge de radicaux gâteux.

Qui s'oppose à ce qu'il soit pris contre les bandes fascistes, des mesures efficaces, susceptibles de les désorganiser, comme par exemple l'arrestation des principaux chefs, le licenciement des cadres de la police qui leur sont favorables ? Les radicaux.

Qui donne l'ordre à Blum-Salengro, qui d'ailleurs obéissent de poursuivre l'extrême gauche révolutionnaire ? Les radicaux en plein accord avec la réaction.

Qui impose au gouvernement Blum une politique de repression aux colonies, qui maintient au pouvoir au Maroc, le tortionnaire Peyrount radical et franc-maçon, allié et pourvoyeur des rebelles fascistes d'Espagne ? Les radicaux.

Qui se fait l'agent du patronat réactionnaire pour torpiller les réformes imposées par les travailleurs, et en particulier la semaine de quarante heures ? Les radicaux.

Qui anihile par des amendements perfides, ce qui peut se trouver d'utile dans les lois votées par la Chambre, sous la pression des masses, qui sabote systématiquement toutes les lois concernant les locataires, les petits commerçants ? Le Sénat, ce refuge des radicaux.

Qui s'oppose à la moindre atteinte à la loi des deux ans ? Le radical « de gauche » Daladier.

Qui fait dissoudre les comités de Front populaire dans l'armée ? Le radical de gauche, Daladier.

Qui interdit la vente du « Populaire », journal de Blum et le journal de Cachin l'« Humanité » dans l'armée ? Le radical de gauche Daladier.

Quels sont les ennemis les plus directs de la constitution de comités de masse, devant qui socialistes et communistes capitulent ? Les radicaux.

Enfin, dans les circonstances actuelles, où tout le capital financier et la réaction mondiale aident le fascisme espagnol, qui s'oppose aux applaudissements du « Jour », du « Temps », de l'« Echo de Paris », à l'envoi d'armes par le gouvernement, aux combattants du « Front populaire » d'Espagne ? Qui dans cette question décisive se dévoile comme l'agent de l'impérialisme ? MM. Daladier et Delbos.

Encore et toujours les radicaux.

La conclusion qui découle de ces faits, pour tout ouvrier sérieux qui désire assurer une plus grande liberté d'action aux masses populaires, contre le capital est la suivante :

A bas les ministres radicaux ! Il faut chasser, ces traites et ces canailles du Front populaire !

En Espagne

Il faut balayer les bavards libéraux Le pouvoir aux Combattants ouvriers !

L'Espagne continue à passionner tous les milieux. Chacun sent, en effet, l'importance de la partie qui se joue là-bas. Du point de vue intérieur à l'Espagne, il n'y a plus à tergiverser maintenant, le dilemme est posé : le fascisme ou le dictateur prolétarien. C'est de ce premier point de vue qu'il faut se placer pour examiner la situation.

Et tout d'abord :

La situation militaire.

La lutte est engagée depuis maintenant deux semaines. La sédition, à l'origine apparemment militaire, parti du Maroc espagnol, on apprenait en même temps que toutes les garnisons ou presque, se solidarisèrent. Rapidement, ce mouvement déclenché sur l'initiative de militaires amena l'adhésion, de toutes les forces fascistes et réactionnaires espagnoles. En fait de sédition on était en réalité en présence d'une insurrection fasciste sous la direction de l'Etat-major des armées de la république.

Immédiatement le prolétariat se lève. Les mineurs Asturiens donnent l'exemple, et dès le lendemain, à six milles, ils forment une colonne qui vient appuyer Madrid. Les forces oyaies régulières se réduisent à rien, es gardes civils, les gardes d'assaut, ce facteur décisif devait être la classe ouvrière. En hate on forme les milices. En hate on arme les ouvriers.

Aux premiers jours l'attention se concentrait sur les forces rebelles du Sud. Mais ces forces eurent rapidement fort à faire pour conserver ce qu'elles avaient conquis. La flotte passée aux côtés des travailleurs empêcha, ou presque, tout renfort de rroupes du Maroc. Et les choses en sont encore là.

En Catalogne, les fascistes furent rapidement écrasés.

Du point de vue stratégique, la semaine qui s'est écoulée fut marquée par la lutte pour Madrid. Les rebelles du Nord, sous la direction de Molla, envoient trois colonnes importantes sur cet objectif. C'était une véritable expédition militaire dans les règles de l'art. C'était la guerre, la guerre de mouvements. Et dans cette situation, les travailleurs devaient montrer qu'ils savent soutenir victorieusement une lutte contre les grands stratèges du militarisme bourgeois.

Les passes qui défendent Madrid (Sommo Serra, Guaderrama) sont dégagées. Et l'adversaire se replie sur Burgos.

Le danger immédiat semble écarté.

Mais l'adversaire n'est pas dispersé. Tant s'en faut. Ce que la grande presse appelait le choc décisif s'est produit sans se produire. Militairement, les ouvriers ont eu un grand succès. Mais justement ce n'est pas qu'une question militaire au sens classique du mot.

Ce que dès la semaine dernière nous indiquions sur la durée de la lutte se vérifie. De part et d'autre on occupe des positions sérieuses. La lutte ainsi peut se prolonger très longtemps, des semaines, des mois peut-être. Quant aux forces, après avoir compris que ce prolétariat en armes était un ennemi sérieux, les généraux ne s'y froteront pas de si tôt. C'est une longue phase de guérillas qui s'ouvre.

Si des changements décisifs et rapides ne s'opèrent pas dans l'un ou l'autre des deux camps, cette situation peut indéfiniment s'éterniser. Cette question interne des deux mouvements pose la question politique.

Gouvernement Ouvrier

On parle un peu de désertion dans le camp des rebelles. On explique que les soldats ont été trompés. Cela est vrai. Mais cette explication ne suffit pas. Ces troupes, essentiellement paysannes, ont suivi leur chef parce qu'elles n'avaient aucune raison de se rallier à ce gouvernement inconsistant du Front Populaire. Leur adhésion à la rébellion n'aurait pas eu lieu si leur famille avait bénéficié d'une réforme agraire véritable. Si le Front Populaire au lieu de banir la politique de l'armée y avait introduit la lutte de classes.

En réalité, cette question pose tout le problème du Front Populaire et de son inconsistance politique. Et il faut dire que maintenant la meilleure tactique pour lutter contre les rebelles est de l'intérieur ; provoquer des désertions massives, des rebellions même. Sans cela, nous le répétons, la lutte s'éternisera. Et cela, comment le faire si ce n'est en corrigeant les erreurs du passé, c'est-à-dire apporter des solutions prolétariennes aux contradictions capitalistes.

Donner la terre au paysan !
Collectiviser les grandes entreprises !
Donner le pouvoir aux comités ouvriers !

Ainsi donc, les nécessités de la lutte posent ces problèmes avec une acuité plus grande que jamais. Mais une question se pose : qui prendra ces initiatives. La presse rapporte avec effroi la volonté des travailleurs pour opérer ces transformations. Pourtant, elles ne deviennent pas des réalités vivantes. Et cela, parce que seul un gouvernement ouvrier peut les réaliser.

Le Gouvernement libéral

Nous avons posé le problème sous

l'angle un peu étroit, des nécessités de la lutte. Mais sous l'angle plus large de leur nécessité historique, de leur inéductibilité, elle se justifient pleinement. A la veille des derniers événements une controverse agita le P.S. espagnol sur la question des buts et des objectifs de l'insurrection des Asturies en octobre 1934. Les uns avec Caballero et la gauche déclaraient que ces buts étaient la prise du pouvoir par les socialistes, les autres avec Prieto, Pena et le centre du parti déclaraient que c'était pour sauvegarder la démocratie. Va-t-on encore limiter le problème à ce point de vue ?

Et cela, alors qu'au lendemain de la lutte la bourgeoisie soit, aura été détruite physiquement, soit se sera enfuie ? Alors que concrètement quand on voudra reconstruire l'économie, par la force des choses, justement à cause de cette disparition de la bourgeoisie, il faudra le faire sur la base collective.

Les ouvriers posent ces questions le plus souvent, dans la mesure où c'est nécessaire pour la lutte immédiate, ils les font passer dans la réalité. Par des réquisitions, des occupations d'immeubles, des expropriations de journaux.

Mais il y a un frein à l'application de ces méthodes prolétariennes, les « alliés », libéraux, le gouvernement Companys devant des questions aussi brûlantes accorde les 40 heures et 15 % d'augmentation de salaire. Giral n'accorde même pas cela.

Si les choses en restent là, la combativité ouvrière s'émoussera. Les militants conséquents doivent nettement poser ce problème du gouvernement fanloche qui ne représente qu'un parlementarisme qui n'est plus de mise à l'heure où l'on se bat.

Lire la suite page 2

Le P.O.U.M. dans le combat

Nous avons reçu AVANT, organe du Parti ouvrier d'unification marxiste.

Notre sympathie la plus chaleureuse est acquise aux vaillants combattants du P.O.U.M., nous saluons en particulier, la mort glorieuse du jeune chef de la Jeunesse du P.O.U.M., GERMINAL VIDAL, dont le sacrifice ne restera pas inutile pour ses frères de combat d'Espagne et du monde entier.

Cependant la sympathie et la solidarité la plus chaleureuse, s'accompagnent toujours chez les marxistes de l'attitude critique.

Aujourd'hui, en pleine fournée révolutionnaire, le P.O.U.M., lance des mots d'ordre révolutionnaires : « Paysans, la seule loi est la vôtre. Emparez-vous immédiatement des terres et procédez à leur répartition sous le contrôle de vos organisations. » Le P.O.U.M. ajoute « Ouvriers, armez-vous. Formez vos milices ouvrières. »

« Formez vos comités d'ouvriers, de soldats et de gardes. »

« Imposez le contrôle ouvrier. »

« En Avant ! En Avant ! En Avant ! »

Tous ces mots d'ordre sont excellents. Ils sont d'ailleurs mis en pratique par les masses. Mais on ne peut oublier que, hier, quand il s'agissait d'apparaître comme l'organisation qui prévoit et lance ces mots d'ordre, le P.O.U.M. signait un

pacte électoral honteux avec les bourgeois et que, par la suite, il s'est borné à propager le mot d'ordre de « Gouvernement de Front Populaire », ne se séparant pas ainsi des autres partis.

Même aujourd'hui, le P.O.U.M. ne dit rien pour dénoncer la politique du P.S. et de P.C., pour dénoncer les libéraux bourgeois de gauche, pour préparer leur renversement, pour poser comme tâche immédiate « Les Soviets en Espagne », le Gouvernement ouvrier et paysan pour se situer enfin, comme une direction révolutionnaire, véritablement ferme et intransigeante, qui apporte un nouveau drapeau et un nouvel état-major aux ouvriers.

Cette direction est plus que jamais indispensable aux ouvriers espagnols dont la combativité risque de nouveau d'être enlisée par les chefs du Front Populaire, dans les marais de la démocratie bourgeoise, ou vouée à la perte par les anarchistes.

C'est ce qui est compris de vaillants et courageux jeunes socialistes de Madrid, qui condamnent toute équivoque centriste, et qui relèvent le drapeau de la IV^e Internationale.

Au travail pour forger en Espagne le Parti Bolchevick qui sera digne de l'admirable héroïsme du prolétariat espagnol et qui saura le conduire à la victoire définitive.

Août 1914 - Août 1936

Vive le Défaitisme Révolutionnaire

Dans notre lettre ouverte pour la IV^e Internationale, il est dit :

« La lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut être l'affaire de quelques comités spéciaux. La lutte contre la guerre, c'est la préparation de la révolution, c'est-à-dire l'affaire des partis ouvriers et de l'Internationale ».

Les thèses de notre organisation internationale sur la IV^e Internationale et la guerre se terminent par cette conclusion :

« Si même au commencement de 1 nouvelle guerre les véritables révolutionnaires se trouvaient en petite minorité, on ne peut douter un seul instant que cette fois-ci, le tournant des masses, vers la révolution, se produira beaucoup plus vite, sera plus décidé et plus impitoyable qu'au cours de la première guerre impérialiste. »

« La nouvelle vague d'insurrection peut et doit devenir victorieuse dans le monde capitaliste tout entier. Il est en tout cas, indiscutable que seule peut enfoncer de profondes racines dans le terrain national l'organisation qui s'appuie sur des principes internationalistes et est au sein du parti mondial du prolétariat. »

« La lutte contre la guerre signifie actuellement la lutte pour la IV^e Internationale. »

Concernant cette minorité révolutionnaire, notre lettre ouverte pour la IV^e Internationale indique :

« Des organisations ou au moins des groupes véritablement révolutionnaires existent dans tous les pays. Ils sont liés entre eux par l'idéologie, partiellement aussi par l'organisation. »

« Dès maintenant ils présentent une force incomparablement plus influente, plus homogène, mieux trempée, l'initiative de préparer la III^e Internationale ».

« Ces groupes sont les premières forces de la IV^e Internationale. Voyons les principaux : »

EN BELGIQUE

En Belgique, nos camarades de l'Action socialiste révolutionnaire, et de la gauche des J. G. S., qui éditent l'hebdomadaire l'Action Socialiste révolutionnaire, viennent de fusionner avec la Ligue communiste internationaliste (Journal Spartacus) pour créer le Parti révolutionnaire du prolétariat de Belgique. Nos camarades disposent d'une sérieuse influence dans le bassin minier de Charleroi, et du Borinage (où il ne manqua que trois cents voix à notre camarade, Dauge pour être élu).

EN HOLLANDE

En Hollande, notre section sœur est le Parti Ouvrier Révolutionnaire Socialiste (R.S.A.P.), et la Jeune garde léniniste.

Le R.S.A.P. édite un bi-hebdomadaire « Neu Fakkelt » et contrôle un syndicat, le N.A.S., dont notre camarade Sneevliet est président.

Parmi les dirigeants du R.S.A.P. se trouve P. I. Schmidt, ancien secrétaire du bureau de Londres, et Sneevliet, député au parlement hollandais.

EN SUISSE

En Suisse les partisans de la IV^e Internationale se divisent en trois groupes : l'un à Genève, exclu du P.S. pour sa lutte contre l'union sa-

crée, l'autre à Zurich, le troisième à Bâle, tous reliés à la L.C.I. Ce dernier groupe a récemment provoqué, en recueillant 1.300 signatures, un referendum.

EN ALLEMAGNE

Une vaillante section illégale de la L.C.I. de plusieurs centaines de membres lutte contre la terreur en plein régime nazi pour préparer la revanche du prolétariat allemand, ignominieusement trahi par la II^e et la III^e Internationales.

EN TCHECOSLOVAQUIE

En Tchécoslovaquie, les partisans de la IV^e Internationale, se composent de plusieurs groupes. Le principal, le groupe Tchéque et son journal Iskra. Le groupe allemand, qui milite dans l'opposition socialdémocrate, le groupe Slovaque (à Brava).

Lire la suite page 2

Il faut se ressaisir !

★ ★

Ce journal ne peut paraître que grâce à l'appui fraternel que nous ont donné des camarades américains, et un camarade de l'Afrique du Sud du Workers Party of South Africa.

Cet exemple de solidarité et d'internationalisme agissant, ne stimulerait-il pas les camarades français, qui dans les souscriptions, la phalange, les abonnements, manifestent des négligences criminelles qui mettent en danger la continuité de LA LUTTE OUVRIERE ?

C'est toute l'organisation et ses sympathisants qui par un effort continu doivent faire vivre le journal. Il faut se ressaisir et nous aider systématiquement. Chaque sou doit être immédiatement envoyé.

C. C. Postal Depaifre 1891-14.

Contre la neutralité de Blum : Internationalisme !

★★★

Depuis dix jours, la presse de la bourgeoisie française mène une furieuse campagne contre la fourniture éventuelle de matériel de guerre au Front populaire espagnol. Tous, depuis les anciens apôtres jammis de la collaboration franco-soviétique à la De Monzie (voir son article dans le Journal), jusqu'aux fascistes hystériques en passant par les radicaux hypocrites et les valets des impérialistes anglais intéressés à la conservation de leurs intérêts capitalistes en Espagne (mines espagnoles, capitaux anglais), tous ont agité sur le gouvernement Blum les foudres internationales appelées à répondre à une aide éventuelle aux ouvriers espagnols.

Tous ont glapi de jubilation lorsqu'il fut avéré que leurs menaces faisaient effet sur le gouvernement, lequel, d'abord coi et muet, dut laisser écrire officiellement que seulement les contrats en cours avec des industries privées pour la fourniture de matériel de guerre au gouvernement espagnol seraient normalement exécutés, la neutralité étant observée par le gouvernement.

Lire la suite page 2

La lutte contre la Guerre signifie la lutte pour la IV^e Internationale

Les dangers de guerre et les néo-patriotes

Aucun événement important du jour, qu'il s'agisse de la lutte contre le fascisme en France ou des combats héroïques des prolétaires espagnols contre les soudards militaristes et fascistes, ne peut être examiné indépendamment de la perspective tragique qui, de toutes parts dans la vieille Europe, surgit à présent, imposant à toutes les consciences une réédition du cauchemar de 1914 : la tension des forces nationales en vue de la guerre.

Ainsi s'avère entièrement juste la caractéristique que Lénine donna de notre époque comme d'une époque de révolutions et de guerres.

Voici encore ce qu'il y a de deux ans disaient nos thèses :

« L'effondrement de la Société des Nations est inséparablement lié au commencement d'effondrement de l'hégémonie française sur le continent européen. La puissance démographique et économique de la France s'avère, comme il fallait s'y attendre, être une base trop étroite pour le système de Versailles. Armé jusqu'aux dents, l'impérialisme français apparemment de caractère « défensif » en tant que contraint de sauvegarder les fruits des conquêtes et des brigandages impérialistes légalisés par les pactes, reste au fond l'un des facteurs les plus importants d'une nouvelle guerre. »

L'arrivée du gouvernement Blum au pouvoir n'enlève pas un milligramme à la valeur de cette affirmation.

C'est parce que les chefs socialistes de la II^e Internationale avaient sur l'Etat et la patrie des conceptions opportunistes, petites bourgeoises, qu'ils sombrèrent si facilement dans l'Union Sacrée, les Français en particulier.

Jaurès s'attaqua dès avant la guerre à la base même du Manifeste Communiste de Karl Marx en déclarant « le célèbre axiome « Les ouvriers ne peuvent rien sans la Patrie » n'était qu'une vaine utopie sans valeur. Guesde, Vaillant sombrèrent dans l'Union Sacrée comme y eût sombré Jaurès, qui vantait la volonté de paix de la France 48 heures avant la célèbre affiche de Poinecaré-la-Guerre : « La mobilisation n'est pas la guerre. »

Une phrase caractérisera la chute des socialistes dans le chauvinisme sanglant : « Si cruels qu'en soient les sacrifices, la guerre doit être, sera poursuivie jusqu'à sa fin libératrice. La plus belle, la plus héroïque année qu'ait jamais eue la France, secondée, soutenue par la ferme résolution de la Nation, lui donnera la victoire qui sera son salut, le salut de l'Europe, le salut des peuples, le salut de la démocratie et du socialisme (sic !!) dans le monde. » (Ed. Vaillant, 15 octobre 1914.)

C'est également au nom du socialisme et pour éviter à l'Europe « le pire danger et le plus immédiat, l'hégémonie capitaliste et militaire de l'Allemagne impériale » que Marcel Cachin, conjurant les socialistes italiens et leur Mussolini d'éviter « la plus grave des fautes contre la liberté des peuples et contre le socialisme (favoriser le militarisme prussien dans son dessein de dominer l'Europe Centrale et Occidentale) » (Humanité du 27 avril 1915) entraîna le prolétariat italien dans la boucherie.

La constatation est tragique : On retrouve quotidiennement dans l'Humanité LES MEMES PHRASES par lesquelles les traitres au socialisme versèrent le poison chauvin et l'ardeur chauvine dans les consciences des travailleurs en 1914.

MAIS LA DEFENSE DE L'U.R.S.S. ?

« Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'U.R.S.S. maintient pleinement et entièrement son HOSTILITE IMPLACABLE A L'EGARD DU GOUVERNEMENT IMPERIALISTE DE SON PROPRIETÉ PAYS », disent nos thèses « La IV^e Internationale et la Guerre, » (§ 4).

Seuls le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par le prolétariat, l'instauration des Soviets, peuvent apporter une aide efficace aux ouvriers soviétiques et arracher leurs conquêtes sociales aux griffes de l'impérialisme étranger comme de la contre-révolution intérieure. Elargir la révolution mondiale, tel est le but à atteindre.

Rappelons une fois de plus Lénine, dont la mémoire est quotidiennement outragée par les renégats du socialisme encore parés du nom de communistes.

A la guerre bourgeoise impérialiste, à la guerre du capitalisme hautement développé, ne peuvent objecti-

vement s'opposer, du point de vue de la classe d'avant-garde, que la guerre contre la bourgeoisie, c'est-à-dire, avant tout, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir, guerre sans laquelle est impossible tout progrès sérieux...

La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, elle était portée par la guerre, elle naissait d'elle. Voilà ce qu'il fallait « proclamer » au nom de la classe révolutionnaire; il fallait énoncer jusqu'au bout, sans crainte, le programme de cette classe : le socialisme impossible, en temps de guerre, sans guerre civile contre la classe archi-réactionnaire, criminelle, qui condamnait le peuple à des calamités inouïes, contre la bourgeoisie. Il fallait méditer des actions systématiques, conséquentes, pratiques, absolument réalisables quelle que soit la vitesse du développement de la crise révolutionnaire, et exactement dans le sens de la révolution en préparation. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre parti : 1^o vote contre les crédits; 2^o rupture de l'Union Sacrée; 3^o création d'une organisation itégale; 4^o fraternisation des soldats; 5^o soutien de toutes les manifestations révolutionnaires des masses. Le succès de toutes ces opérations mène inévitablement à la guerre civile...

« Vous, les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage. Nous, les ouvriers de tous les pays, nous vous déclarons la guerre pour le Socialisme : voilà la substance du discours qu'aurait dû prononcer, dans les parlements, le 4 août 1914, les socialistes qui n'avaient pas encore traité le prolétariat comme Légitime, David, Kautsky, Plekhanov, Guesde, Semiat, etc... »

Lénine (octobre 1916).

(Sur la brochure de Junius.)

La lutte pour la III^e Internationale fut l'axe autour duquel fut centré en 1914 tout le travail de Lénine pour arracher les masses ouvrières aux social-patriotes de la II^e Internationale.

Ainsi les bolcheviks-léninistes, ayant à leur tête le fidèle compagnon de Lénine : Leon Trotsky, luttaient dans le monde entier pour la IV^e Internationale afin d'arracher les masses ouvrières aux social-patriotes de la II^e et de la III^e Internationale. C'est la seule voie pour la lutte efficace contre la guerre, pour la révolution socialiste mondiale.

Un anniversaire que personne n'a célébré

Nos stalinien évoquent volontiers les traditions révolutionnaires de la bourgeoisie. On cite Mirabeau, le monarchiste honteux. On évoque Danton, le corrompu. On célèbre Rouget de l'Isle. Mais on oublie la révolutionnaire conséquent de 89-94, « Robespierre l'incorruptible ».

Il y a en effet, 142 ans que fut assassiné Robespierre exactement le 9 thermidor (27 juillet) 1794.

La bourgeoisie a honte de ses origines. Alors qu'elle élève des monuments à chacun et à tous, elle oublie ceux à qui elle doit sa situation de classe privilégiée. Et jamais elle n'a célébré la mémoire de l'incorruptible, pas plus que celle de Marat ou de Saint-Just. Après 142 ans elle craint encore ceux qui révolutionnaires conséquents étaient presque arrivés à une conception prolétarienne de la Révolution.

L'« Huma » et le P. C. ont-ils les mêmes raisons d'oublier Robespierre ? Il représente pourtant autre chose que Rouget de l'Isle, Mirabeau ou Danton.

COMME EN ESPAGNE Milice ouvrière

Les bandes fascistes ne se gênent plus. D'ailleurs, MM. les radicaux sont protégés et se font leurs avocats dans le gouvernement.

Après les assassinats de Sartrouville, voici l'attentat des chemises vertes contre Renaud Jean.

Le P. S. et le P. C., vont-ils continuer à pleurnicher ?

L'exemple de l'Espagne est pourtant clair.

Comme les travailleurs du « Frente Popular » :

MILICE OUVRIERE !

« La contradiction entre les forces productrices et les cadres de l'Etat National, se combinant à la contradiction fondamentale entre les forces productrices et la propriété privée des moyens de production, fait de la crise du capitalisme celle du système social mondial. »

La IV^e Internationale et la Guerre, 1934.

« Les femmes diront à leurs fils : « Bientôt tu seras soldat ; on te donnera une arme. Prends-la et apprends bien le métier militaire. Cette science est indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, ainsi que te le conseillent les traitres au socialisme, mais pour combattre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non par de pieux souhaits, mais par la victoire sur la bourgeoisie et par le désarmement de cette dernière. »

LENINE.

§ 6 des 21 conditions à l'Internationale communiste : « Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul Tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la digne des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes. »

Cette condition est devenue au pays des 200 familles : approuver les 2 ans, acclamer l'armée de l'impérialisme français, chanter le chant de guerre de l'impérialisme français.

La 4^e Internationale se lève pour le défaitisme révolutionnaire

suite de la première page

EN ANGLETERRE

Le « Marxist group » dans l'Independent Labour Party qui est en butte aux persécutions des vieilles barbes centristes. Un groupe dans le Labour Party. Le groupe « Young Militant » dans la Jeunesse du Labour.

EN AUTRICHE

Malgré les conditions d'illégalité très difficiles, trois groupes militent courageusement en sortant illégalement des feuilles ronéotypées. Un groupe B.L., un groupe issu de la social-démocratie, un groupe communiste révolutionnaire (le n° 4 de la L. O. traite de son activité).

EN POLOGNE

Les bolcheviks léninistes travaillent comme fraction, les uns dans le Parti socialiste Polonais (P.P.S.), les autres dans le Bund, et ses Jeunesses.

DANS L'EUROPE DU NORD

En Suède, en Lithuanie (Journal Sur la voie de Lénine) au Danemark, se trouvent quelques noyaux.

EN ROUMANIE

Une jeune section de la L.C.I. existe depuis quelques mois et fait un travail de propagande très sérieuse, dans le P. C. et le Parti « unitaire ».

EN GRECE

Plusieurs groupes, qui se réclament tous de la L.C.I. le principal (L.C.I.) édite un hebdomadaire « La Lutte Ouvrière », et a une influence syndicale importante (voir n° 4 de notre journal).

EN AUSTRALIE

En Australie, le « Parti ouvrier » édite un organe « The Militant ».

EN AFRIQUE DU SUD

Deux organisations, le Parti ouvrier « Workers Party of South Africa » (organe The Spook), et la Ligue communiste. A Capstown et à Johannesburg, les deux affiliés à la L.C.I. Ils se distinguent par un internationalisme agissant. Un militant du Workers Party vient d'aider notre section française.

EN AMERIQUE DU SUD

Au Chili

Au Chili, existe une importante section, qui récemment a été l'objet d'une répression massive (tout le C.C. a été arrêté). Les gauches communistes éditent un hebdomadaire « Izquierda », a une influence sur de nombreux syndicats, et a trois parlementaires et un sénateur.

Mexique

La ligue communiste du Mexique édite « New International » et la revue Octobre.

Argentine

La ligue communiste édite « Quarta International ».

Brazil

Le groupe de la Ligue communiste qui édite « Lula de classe ».

Puerto-Rico

Il existe un groupement pour la IV^e Internationale : le Parti Communiste Indépendant.

Bolivie - Pérou - Uruguay - Equateur.

Dans ces pays existent des groupements bolcheviks léninistes, pour la IV^e Internationale, qui éditent des publications irrégulières. En Bolivie le groupement s'appelle « Le Parti Ouvrier Révolutionnaire ».

CHINE

Sous la terreur, la vaillante section de la ligue communiste chinoise, composée d'ouvriers et de soldats rouges lutte pour le principe bolchevik, contre l'U. C. de l'Alliance avec les bourgeois du Kuomintang.

EN ESPAGNE

Le pouvoir aux ouvriers

★★

Suite de la première page

D'autant plus, que ces libéraux ont déjà donné toute leur mesure. A la nouvelle de l'insurrection, deux gouvernements démissionnèrent en moins de 12 heures. Quiroga et Martinerio Barrio ne voulaient pas armer les ouvriers. Giral lui, accepta cette « douloureuse » nécessité mais en espérant bien n'accorder que cela et encore pour mieux, au lendemain de la lutte, pouvoir reprendre les armes. Et d'ailleurs on ne pensait pas que la lutte serait aussi longue. Déjà des bruits ont couru, autour du Président Azana, il serait question d'un ministère d'union nationale avec Molla pour arrêter ces luttes « fratricides ».

Vraie ou fausse, cette information reflète ces gens-là. Ils n'ont pas les mêmes raisons que le prolétariat de lutter contre le fascisme. Les libéraux d'Espagne valent nos radicaux de France, ils préparent la trahison.

Déjà on peut dire que dans la direction de la lutte ils n'ont qu'un rôle, disons... de speaker. L'action réelle est dirigée, ordonnée par les comités ouvriers, par les militants responsables et uniquement par eux.

AMERIQUE DU NORD

Les bolcheviks-léninistes des Etats-Unis.

Dans le n° 3 de la Lutte Ouvrière nous donnons une information sur l'entrée du Parti ouvrier des Etats-Unis dans le Parti socialiste américain, à la suite de l'expulsion de la vieille garde réformiste.

Nos camarades B. L. des U.S.A., nous donnent, à chaque période difficile des preuves de leur solidarité agissante, en nous aidant d'une manière tout à fait précieuse.

Canada

Le Parti ouvrier et son organe Vaugard a une influence syndicale sérieuse. Au Canada, se trouve en outre un groupement d'Ukrainiens.

U. R. S. S.

Si l'on prend pour base d'appréciation les éléments donés par la presse de Staline, il y a des milliers de bolcheviks léninistes en U.R.S.S. en butte à la plus barbare des répressions.

Les écrits de Victor Serge, Celiga, Taror, permettent en tout cas d'affirmer que la section de la IV^e Internationale en U.R.S.S. se compose de véritables héros bolcheviks.

ESPAGNE

Les communistes de gauche sont dans le P.O.U.M., mais malheureusement s'y sont dissous, au lieu de faire dans ce parti centriste une propagande acharnée pour la IV^e Internationale.

Le drapeau de la IV^e Internationale, a été repris par de courageux jeunes socialistes de Madrid, de plus en plus nombreux.

AUX COLONIES

Enfin, en Indochine, et au Maroc, en particulier, les bolcheviks léninistes accroissent chaque jour leur influence en liaison étroite et fraternelle avec notre Parti ouvrier Internationaliste, en luttant contre l'impérialisme exploiteur.

CONCLUSION

Tel est le bref aperçu panoramique des groupes qui luttent dans le monde de sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Dans les pays les plus importants existent des cadres révolutionnaires décidés, organisés sur la base d'un programme véritablement bolchevik. Les premières forces de la IV^e Internationale, sont déjà disposés sur l'échiquier mondial.

Il faut autour de ces noyaux grouper de plus en plus nombreux les ouvriers révolutionnaires, et les ouvriers communistes que le passage de l'I. C. sur le ponton du patriotisme, a éclairés, afin de faire de la IV^e Internationale, le véritable parti mondial de masse du prolétariat.

C'est le seul moyen de lutter efficacement contre la guerre, soit en prévenant par la révolution, soit en poursuivant au travers de la guerre impérialiste, sa transformation en guerre civile et en révolution prolétarienne mondiale.

La IV^e Internationale est aujourd'hui le seul parti ouvrier mondial, qui se situe sur les positions de la lutte de classe, en opposition irrédoublable avec la « réconciliation nationale » de la II^e et de la III^e Internationales.

A bas le social-chauvinisme de l'I.S. et de l'I. C. !

Vive la Quatrième Internationale !

Contre la neutralité de Blum

★★

(Suite de la première page)

Les ministres socialistes ont oublié que leur qualité de socialistes leur faisait un impérieux devoir de venir en aide immédiatement à la classe ouvrière espagnole en lutte contre les soudards fascistes. Bracke, dans le Populaire du 27 juillet, s'indigne de la campagne réactionnaire pour la « neutralité », comme si la presse bourgeoise et fasciste, laissée intacte par suite de la criminelle carence du gouvernement de Front populaire, n'était pas dans son rôle de gardien des intérêts sociaux communs aux exploités de France et d'Espagne ! Il s'étonne, le brave homme, de la campagne sur la prétendue livraison de matériel de guerre au gouvernement de Front populaire combattant les rebelles : « Quand même elle n'aurait pas mensongère, écrit-il avec naïveté... cynique, des juristes connus, comme M. Gaston Jèze ont pu établir qu'une telle initiative « coupable », au jugement du Journal des Débats, n'aurait rien de contraire au droit ».

Ainsi, l'Internationalisme des « socialistes » Bracke et Cie se satisfait de ceci : d'abord, le « droit » (comme si des socialistes avaient à tenir compte du droit bourgeois que le socialisme a justement pour mission de détruire afin d'établir le droit prolétarien !) permet la fourniture d'armes, et 2^o le gouvernement n'a pas même usé de ce droit !!!

Ainsi, les miliciens espagnols qui ménagent leurs cartouches sont servis. Singulier plat d'internationalisme !

En fait il s'agit d'une trahison pure et simple de l'Internationalisme prolétarien, consécutive à la capitulation devant les injonctions des ministres radicaux, Daladier, ministre de la guerre, Delbos, ministre des affaires étrangères, eux-mêmes interprètes au sein du gouvernement Front populaire de la volonté du grand capitalisme français et anglais. Cela ne nous étonne pas ; nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur l'internationalisme des chefs socialistes !

Au moins les partis, en tant que partis, ont-ils fait quelque chose ?

NON ! Ils couvrent, en fait, la trahison du gouvernement en agitant eux aussi le spectre des complications internationales ! Nul doute que Hitler et Mussolini ne soient intéressés à la victoire des fascistes espagnols. Nul doute qu'ils n'aient aidé au complot réactionnaire.

Mais Hitler et Mussolini suffisent-ils à faire reculer l'internationalisme prolétarien ?

Sans aucun doute possible la suture d'une France soviétique et d'une Espagne soviétique déchaînerait la croisade du fascisme contre le bloc soviétique occidental. Pourtant il n'est pas d'autre moyen pour rallumer la flamme de la révolution socialiste en Italie et en Allemagne, pour écarter de l'Europe le péril fasciste, pour commencer les ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE, tâche historique de notre époque.

Ainsi s'avère le fait que n'ayant entrepris ni sur le plan gouvernemental ni par les partis socialistes et communistes eux-mêmes aucune action immédiate et sérieuse pour le soutien des ouvriers révolutionnaires d'Espagne (souscription nationale, envoi de matériel, d'armes, de vivres, appel aux volontaires, etc...)

Nous, internationalistes, nous ne reconnaissons pas la « frontière diplomatique qui sépare la « France » de l'« Espagne ». Pour nous il n'y a qu'une frontière : la frontière de classe entre travailleurs espagnols et travailleurs français d'un côté, exploités de France, d'Espagne et de Navarre de l'autre. La lutte est commune contre ces exploités-là ! A l'aide de nos frères espagnols ! Ils ne sont pas au bout de leurs peines. La Révolution Espagnole connaît encore des heures tragiques et difficiles.

quoi nous bataillons, une internationale révolutionnaire, la Quatrième Internationale.

Ainsi donc en Espagne, dans la lutte révolutionnaire, s'avère plus que jamais nécessaire pour l'issue victorieuse, la réalisation de nos deux mots d'ordre centraux :

Pour un parti révolutionnaire ! Pour la IV^e Internationale !

CHEZ LES JEUNES

Les J.S.R. contre les 2 Ans

Dans trois mois les soldats de la classe 30 vont aller rejoindre leurs casernes, les jeunes travailleurs que l'on contraint ainsi à apprendre le métier des armes, pour la défense du capitalisme vont-ils être obligés eux aussi de rester deux années sous la botte du militarisme ?

Si l'on s'en rapporte aux déclarations de M. Daladier à la Commission de l'Armée cela semble fort possible, si le silence complice dont font preuve les « grands » partis à ce sujet persiste cela semble certain.

Souvenez-vous, jeunes ouvriers de la campagne des Partis socialistes et communiste au moment où la loi fut votée. Souvenez-vous des efforts déployés par les Jeunesses communistes et socialistes.

Tout cela a bien changé depuis.

Les ministres socialistes collègues de M. Daladier couvrent par leur silence les déclarations du ministre de la guerre, et bientôt les députés lui donneront leur approbation. Les communistes, eux, prennent les devants. Dans l'avant-garde on prend finalement position pour la loi dont on disait dans le passé les deux ans c'est la guerre. Les Jeunesses communistes refusent de mener avec nous une campagne contre cette loi inique.

Mais rappelez-vous, jeunes ouvriers, le porte-parole des socialistes à la Chambre déclarait que le Parti socialiste était contre les deux ans parce que cette mesure ne servait en rien la défense nationale, rappelez-vous Tchomodanoff et Kosareff représentant l'Internationale communiste des jeunes, disaient à la même époque qu'il fallait défendre la Russie soviétique dans les rangs de l'Armée bourgeoise et que ceux qui voudraient la défendre par la Révolution seraient des traîtres. En réalité la campagne pour les deux ans n'était qu'une couverture à la politique nationaliste de la II^e et de la III^e Internationales. Ce n'était qu'un des multiples arguments nécessaires à la propagande des chefs du Front Populaire. Ce qui était bon à réclamer à M. Laval ne peut pas être appliqué par Blum !

Et bien non cent fois non, les jeunes travailleurs ne le permettront pas.

Discussion avec les Jeunesses Syndicalistes

★ ★

Nous ne sommes pas, nous jeunes J.S.R., pour la confusion des drapeaux et des programmes.

Nos camarades des J. Syndicalistes veulent possible de mener la lutte avec les pacifistes bourgeois. Nous pensons, au contraire que la lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse.

Nous pensons surtout que la seule lutte efficace contre la guerre ne peut être menée que par une internationale, organisée sur la base du programme bolchevick, et que les organisations et programmes électorales s'effondrent au moment décisif.

Nos conceptions que nous exposons loyalement, ne nous empêchent pas de faire le front unique sur des points concrets. C'est pourquoi, malgré les défaillances des J. S. et des J. C., nous leur reprochons le front unique, pour cette action concrète : la lutte pour l'abolition des deux ans.

Il faut que l'on sache, bien que pour nous la lutte contre les deux ans continue à être la lutte contre le mensonge de la défense nationale, contre le nationalisme avoué ou déguisé, contre l'union sacrée. Nous continuons à penser et nous continuerons à dire que les jeunes travailleurs n'ont à passer ni deux ans ni un an dans les casernes de la bourgeoisie et qu'ils doivent avant tout lutter pour se débarrasser définitivement du militarisme bourgeois.

Nous ne luttons pas contre les deux ans parce que nous pensons qu'ils sont inutiles à la défense nationale, mais parce que nous estimons qu'il suffit largement d'un an pour que les jeunes ouvriers sachent se servir des armes de la bourgeoisie, au profit de la révolution.

J. S. R.

Apparition de milices fascistes à la campagne

La capitulation de Salengro devant le Sénat, devant les assauts du vieux cancre radical Bienvenu-Martin, exprimant les intérêts du gros capitalisme a déjà ses effets. Les travailleurs mesureront ainsi l'ampleur de la trahison de Salengro-Franchon-Thorez.

Lors des dernières grèves agricoles dans la Somme, le chef de bandes Dorgères annonça qu'il s'opposerait par la force à l'occupation des fermes.

Le gouvernement, ayant ainsi un gendarme de plus, n'arrêta pas Dorgères. A-t-on déjà vu un gouvernement de Front populaire arrêter les chefs fascistes ?

Aussi, tandis que dans la région de Péronne les gendarmes expulsaient les ouvriers agricoles qui occupaient les fermes, en même temps vit-on en d'autres localités les milices de Dorgères, transportées par autos en quelques heures de l'Orne, de l'Eure, de la Seine-Inférieure, dans la Somme expulser brutalement les ouvriers des fermes, arracher les drapeaux rouges, disperser les grévistes.

Ces cyniques se sont vantés ensuite de leurs exploits dans certains journaux bourgeois.

Voilà ce qui se passe sous le gouvernement de Front populaire !

Ainsi pour la première fois le fasciste Dorgères a-t-il sous un gouvernement de Front populaire réalisé ce qu'il n'avait pas encore fait : transporter des formations de petits et moyens propriétaires tombés dans les bras du fascisme pour la défense des gros propriétaires fonciers des terres à blé et à betteraves.

Véritable expédition fasciste ! L'expérience recommencera, soyons-en sûrs. A moins que les travailleurs enfin éclairés sur la politique du Front populaire et alertés par le coup de force fasciste en Espagne, ne se décident à suivre les mots d'ordre que nous n'avons cessé de lancer depuis longtemps : formation des milices ouvrières et armement du peuple, et ne rejoignent notre Parti Ouvrier Internationaliste, seul parti révolutionnaire.

Les honneurs décernés aux caïds, aghas, bachagas (féodaux). Et c'est là dessus que s'appuie le fanatisme indigène (1)

Les juifs pourchassés et haïs de tous gardèrent entre eux les liens de solidarité que l'on retrouve chez eux. Cela ces dernières années a bien changé, mais il n'est pas rare d'entendre dire encore maintenant en

(1) Nous avons là une curieuse et intéressante expérience du rôle social de la religion et de l'Eglise qu'elle soit musulmane ou chrétienne. Pendant la domination turque, les *Beys* d'Alger, s'appuyaient sur la religion musulmane officielle, en liaison avec La Porte. En signe de réaction, les shismes se multiplièrent à l'infini. Et cela dans toute l'Afrique du Nord, en Egypte, en Syrie, etc... Ces shismes prirent un caractère local (Maraboudisme) croyance au génie d'un prophète local ; parfois un caractère de confrérie militaire, ou religieuse, confrérie le plus souvent nomade. Dans l'ensemble avant 1830 ces shismes étaient à caractère antiothoman. Les Français s'appuyèrent sur les marabouts, en leur conférant des honneurs et des avantages économiques. Et en signe de réaction on vit se dessiner un mouvement vers la religion officielle. On est donc deux mouvements diamétralement opposés des masses devant deux politiques d'oppression.

LA VIE DU PARTI

Vers la constitution de comités de quartiers

★ ★

1° Dans le quartier d'Amérique se tenait le 22 juillet une réunion qui avait pour but la constitution d'un comité de base ; 70 ouvriers (radicaux, inorganisés, socialistes, communistes, bolch.-léninistes) étaient présents.

Ces ouvriers élurent la direction du comité d'Amérique (un bureau composé de 12 membres représentant toutes les tendances du mouvement ouvrier).

A cette réunion un ouvrier demanda que le comité organise la lutte contre la hausse des prix, un autre que l'on exige l'amnistie totale : « que l'on vide les prisons pleines de militants révolutionnaires et qu'on y jette des fascistes », un autre qu'on organise la lutte contre les bandes fascistes du quartier, un autre qu'on exige la liberté pour les soldats de lire, dans leurs casernes, le *Populaire* et l'*Humanité*.

1° Constitution de comités de base dans tous les arrondissements ouvriers de Paris, en banlieue, en province ;

2° La plus grande démocratie dans ces comités afin que tous les ouvriers puissent s'exprimer librement ;

3° Réunions communes et régulières (tous les mois par exemple) des comités du même arrondissement ;

4° Congrès des comités de la région parisienne (tous les ans, par exemple) ;

5° Travail des comités de quartier en liaison étroite avec travail des comités d'usine principalement sur les questions suivantes : lutte des grévistes contre le patronat, lutte contre la hausse des prix,

2° Dans le quartier du Combat se tenait le 25 juillet la réunion de constitution du comité de quartier : 200 ouvriers présents (toutes tendances et inorganisés), votèrent à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Les masses populaires du quartier du Combat demandent au gouvernement de Front populaire d'accorder au gouvernement de Madrid, l'appui moral et matériel qu'il réclame et en particulier de haïr les livraisons d'armes et de munitions malgré l'opposition des fascistes français... »

3° Un autre comité de quartier fut constitué boulevard de Belleville.

4° Dans le quartier Pont-de-Flandre, le 29 juillet une réunion se tint, 25, rue Riquet, pour constituer le comité de base du quartier.

5° Dans le quartier de la Villelte, réunion le 31 juillet, 22, boulevard de la Villelte pour la constitution du comité de base de ce quartier.

En résumé, 5 comités de base sont formés dans le 19^e arrondissement. Nous demandons à tous nos sympathisants, aux ouvriers inorganisés d'adhérer aux comités de base de leur quartier.

Les comités de lutte Amsterdam - Pleyel contre les stalinien

On nous communique :

Considérant qu'en dehors des guerres de libération coloniale, toute guerre est avant tout une défaite du prolétariat puisqu'il est appelé à en faire les frais et qu'en premier lieu elle postule l'union sacrée avec la bourgeoisie ;

Proclament l'irréductible opposition de la classe travailleuse française à tout conflit, et affirment qu'en aucun cas, et pour quelque raison qu'en vertu de quelque pacte que ce soit, celle-ci ne donnera son adhésion matérielle ou morale à la guerre ;

Reposent ainsi pleinement la prétendue destruction du fascisme par la guerre ou de la « guerre sainte » de la démocratie contre le fascisme ;

Demandent au mouvement d'Amsterdam, créé pour la lutte contre la guerre de prendre la tête d'une campagne pacifique à travers le pays, en accord avec les différentes organisations du Front populaire ;

Et engagent le nouveau gouvernement à montrer sa volonté de paix ;

En nationalisant rapidement, toutes les industries de guerre,

En supprimant sans délai les inutilités et impopulaires périodes de réserve,

En ramenant immédiatement la durée normale du service militaire à un an,

Cette motion a finalement recueilli 22 voix de délégués contre 17 à la correction des stalinien qui voulaient que nous indiquions comme moyen immédiat de sauver la paix ;

« les pactes d'assistance mutuelle à l'image du pacte franco-soviétique. »

Nous reproduisons cette motion qui malgré sa confusion pacifiste traduit un courant d'opposition à l'union sacrée staliniste, dans un important département.

Nous disons aux camarades d'Amsterdam-Pleyel :

Les Comités ne peuvent être une arme suffisante de lutte contre la guerre. Il faut un parti, sur la base du programme bolchevick, la IV^e Internationale.

Pour le journal

Toulon. — Le rayon de Toulon du P. O. I. tient sa permanence tous les samedis de 18 à 20 heures à la Cible de la Gare, boulevard de Thessée. Les sympathisants trouveront la Révolution au kiosque de la porte Castiglione, de l'arsenal et au kiosque Noël, avenue Vauban.

Le Bulletin intérieur n° 3 est paru. Le réclamer au local. Les membres du P. O. I. doivent veiller à ce que toutes les circulaires d'organisation leur soient adressées régulièrement, c'est-à-dire doivent demander à leur secrétaire de passer au local pour les prendre.

Il faut absolument régler tous les bulletins dans la semaine.

★ ★

SOUSCRIPTION

Une souscription faite pas nos camarades pour *La Lutte Ouvrière*, parmi les indigènes du Maroc a produit la somme de 200 francs. Camarades, suivez cet exemple.

Il faut organiser des meetings de solidarité en faveur des travailleurs espagnols

Divers meetings sont déjà organisés dans le 15^e, dans le 20^e, à Clichy, dans le 12^e, dans le 11^e, dans le 19^e, en faveur des combattants Espagnols. Une affiche du P.O.I. a été éditée.

« En Espagne, le prolétariat armé vaincra ».

Les affiches peuvent être livrées aux groupes à raison de 27 francs le cent. Des affiches ont été adressées aux groupes de province.

Il faut les régler de toute urgence

AUX LECTEURS ET AUX ABONNES DE « REVOLUTION »

En raison des difficultés financières, nous avons décidé de porter tous nos efforts sur la LUTTE OUVRIERE « Révolution » ne paraîtra par conséquent que le 29 août.

Préparez déjà une vente massive de « REVOLUTION » pour le 29 août.

Passer dès maintenant vos commandes.

L'administr. de REVOLUTION

★ ★

Nos difficultés financières nous contraignent à fixer comme suit, la parution de notre journal pour le mois d'août :

Le prochain numéro paraîtra le 1^{er} AOÛT ;

Le numéro suivant le 8 AOÛT ;

Puis le dernier numéro d'août paraîtra le 22 AOÛT.

Le 29 AOÛT paraîtra « REVOLUTION », l'organe de nos Jeunesses, pour lequel le Parti fera un effort.

ADHÉREZ AU P. O. I. PROMOTION DE LA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Les camarades qui ont compris la capitulation définitive de la II^e et de la III^e Internationale en face de la guerre et qui ne sont pas décidés à capituler eux aussi devant la vague chauvine, les camarades qui ont compris que seul un parti révolutionnaire pourra mener jusqu'au bout la lutte révolutionnaire en temps de paix, comme en temps de guerre afin d'établir la dictature du prolétariat, envoient leur adhésion au Parti Ouvrier Internationaliste (bolchevick-léniniste), Section française de la IV^e Internationale.

Nom

Profession

Adresse

Prénoms

déclare demander mon adhésion au P. O. I. (section française de la IV^e Internationale).

A envoyer au Secrétaire du P. O. I., Editions Populaires, 15, passage Dubail, Paris.

Convocations

COMITE REGIONAL

Réunion mardi 4 août à 21 h. au local (attention au changement d'heure).

★ ★

Réunion des délégués d'Usines. La réunion prévue pour lundi 3 août est reportée à la deuxième quinzaine d'août.

St-Denis — Jeudi heure et lieu habituels.

Clichy — Jeudi soir, heures et lieu habituels.

Argenteuil — Jeudi, heure et lieu habituels.

St-Mandé — Jeudi, heure et lieu habituels.

13^e — Vendredi, heure et lieu habituels.

11^e — Vendredi, même endroit que la dernière fois.

14^e — Jeudi, heure et lieu habituels.

12^e — Lundi, heure et lieu habituels.

18^e — Permanence : Mardi, 21, rue de Clignancourt, café du Dôme.

20^e — P.O.I. Vendredi, heure et lieu habituels

— J.S.R. Mercredi, heure et lieu habituels.

Parti Ouvrier Internationaliste et Jeunesses Socialistes Révolutionnaires — Cellule d'Angers.

Permanence tous les jeudis de 18 à 19 h. au café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal-Foch.

La Lutte Ouvrière et Révolution sont en vente au kiosque rue St-Aubin (près du boulevard du Maréchal-Foch).

NOTE IMPORTANTE POUR CLICHY

C'est par suite d'une erreur matérielle importante que nous avons mentionné dans le précédent n° : Pour Clichy : S'adresser au secrétaire du Groupe Sportif, 113, rue de Paris. Celui-ci n'a en effet absolument rien à voir avec notre Parti.

Les sympathisants de Clichy, écrivent aux bureaux du journal.

COMITE DE REDACTION

réunion tous les samedis à 18 h. 30, au local.

La copie doit être prête pour le mardi soir.

AUX RESPONSABLES DE PRESSE

L'administration ne veut pas insister une fois de plus sur la situation financière du journal : ce serait un crime dans la période actuelle que de se laisser aller à la moindre négligence.

Le numéro qui vous parvient aujourd'hui, doit être réglé au centre dans les 24 heures qui suivent la remise aux vendeurs ou aux groupes de province. Déjà chacun doit se préoccuper d'assurer une vente massive du prochain numéro. La province doit adresser par retour du courrier à l'administration, les commandes pour le n°. Au travail, aidez votre administration qui se débat dans de formidables difficultés si vous voulez que le journal vive.

★ ★

PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (BOLCHEVICK-LÉNINISTE) RAYON DE LYON. — Permanence tous les samedis de 17 h. à 20 h., 2, rue Saint-Michel (près la place du Pont).

Travailleurs sympathisants ! Venez à notre permanence !

Notre enquête en Algérie

L'impérialisme attise la haine des races

Algérie : « Tout ce qui n'est pas juif est anti-juif ».

Cette question de l'anti-sémitisme a toujours eu une grosse importance en Algérie. On se rappelle les événements de 1898 avec Marx Régis, maire d'Alger. Plusieurs pogroms eurent lieu à l'époque. Plus près de nous les événements de Constantine.

La politique colonialiste consistait justement à attiser ces mouvements. Et cela trouvait écho parmi les masses indigènes. D'ailleurs il faut dire que chez elle, ce sentiment a une assise économique sérieuse. Le juif surtout à l'intérieur est bien souvent l'usurier, le marchand de grains exploitateur des paysans.

Malgré le grand battage fait par la presse française, cette question n'a plus la même acuité qu'autrefois. Et cela justement parce que des problèmes de classes se posent. Parce que les travailleurs indigènes entrevoient, sous la forme encore confuse de libertés démocratiques (droit de vote, suppression du code de l'indigénat, etc.) des possibilités de changements à

leur sort. Parce que les travailleurs européens se sentent solidaires des travailleurs français. Parce que les travailleurs juifs se savent exploités et en premier lieu par leurs propres corréligionnaires (A Alger une grève célèbre eut lieu dans la maison Makrelouf Schebat, le personnel entièrement juif gagnait de 500 à 800 francs par mois, Makrelouf Schebat dut mordre la poussière).

Les dernières élections législatives (auxquelles ne participèrent pas les indigènes) illustrèrent cette situation. A Alger le communiste Bastel manqua de peu d'être élu. Mais ce qui devait le mieux traduire cette situation furent les mouvements de grèves.

La solidarité de classe joua partout. Malgré le caractère mercantile mes autrement sérieux se posent devant les masses. Et en Algérie, aujourd'hui, on assiste à ce spectacle, la bourgeoisie colonialiste européenne entièrement fasciste ou presque, fait une propagande antisémite ouverte et d'une violence inouïe. Aux élections on se présente comme candidat anti-juif. Coston y diffuse La

Libre Parole. Mais les masses indigènes ne répondent plus. Mieux, s'y opposent. Par ailleurs nombre d'éléments européens s'élèvent contre ces ignominies.

de l'économie Algérienne, les grèves dans les centres urbains furent nombreuses et entraînent le gros des exploités. Mais nous retrouvons là le Front populaire et sa politique exigie entre la bourgeoisie et les aspirations de classes, des masses populaires. Il se devait en Algérie d'être plus brutal qu'en France. O beautés du colonialisme.

A Alger un gréviste indigène est tué par le patron aidé de la police. On n'attendit pas la circulaire de Salengro, au lendemain de la discussion au Sénat, on faisait évacuer par la force une entreprise de liège à Djidjelli, résultat : plusieurs travailleurs indigènes blessés.

Il faut comprendre que là-bas les conflits de classe se double de la volonté des impérialistes de maintenir leur domination. Et c'est pourquoi les conflits devaient prendre un caractère plus brutal qu'en France. Là-bas en effet, la colonie est dirigée par une administration foncièrement réactionnaire, patronnée par un gouvernement général plus réactionnaire encore ! On parle de déplacements et de remaniements. Mais cela ne pourrait avoir pour tout résultat que de détruire les illusions qui sont très fortes chez les masses,

et aussi chez les militants. On ne comprend pas que ce n'est pas tellement tel rouage de l'appareil qu'il faut changer mais l'appareil dans son ensemble, en un mot, le système d'exploitation coloniale. Rapportons à ce propos un événement local tout à fait significatif. Il y a deux semaines, à Milcarria (département d'Alger) le Front populaire local voulut projeter « La vie est à nous » film de propagande communiste. Le maire interdit cette projection. Mais comme si cela ne suffisait pas, il s'adressa à la garnison et Milcarria fut mis en état de siège. A plusieurs reprises même les soldats (malheureusement des Français indigènes) menacèrent de tirer.

Sans jeter la responsabilité de cet événement sur le gouvernement du Front populaire, disons que son incohérence permet de tels faits ce qui est bien la même chose.

Par ailleurs, il laisse à l'abbé Lambert (maire d'Oran) toutes possibilités pour faire son agitation antisémite et pro-fasciste dans le département. De toutes parts on demande sa destitution, mais au lieu de cela, on lui laisse même ses pouvoirs de police. Il est vrai que l'on envoie Dubois (député d'Oran) pour exorter la population au calme, et lui faire encaisser le meurtre de Zaoui. Voilà ce que peut, voilà ce que fait le gouvernement en Algérie.

(à suivre)



LA VIE OUVRIÈRE



Problème d'organisation syndicale

Après les victoires ouvrières, se sont posés devant les ouvriers de nombreux problèmes concrets qu'ils ont dû résoudre : modalités des élections des délégués, rôle des délégués, détermination de l'époque des vacances, etc., en passant sous silence les nombreuses embûches et provocations voulues par le patronat.

Pour résoudre tous ces problèmes avec succès, il a fallu construire la Section d'entreprise qui a pris une importance capitale. La structure de la section syndicale est en général uniforme dans toutes les usines : Comité de section et bureau. La pratique de la lutte a balayé la conception réformiste des ex-confédérés, partisans des sections locales.

La section d'entreprise, en dehors de son rôle de défense des revendications des ouvriers, doit s'occuper de la liaison avec le syndicat, lequel groupe les sections d'entreprise des mêmes industries (industries métallurgiques, chimiques, bâtiment, etc.)

L'ensemble de ces syndicats forme la Fédération : Fédération des Métaux, Fédération du Bâtiment, etc. Ainsi, les Fédérations ouvrières sont des Fédérations d'industrie et les Syndicats sont des Syndicats d'industrie. Cependant il s'est formé dans la C.G.T., une Fédération des Techniciens qui groupe actuellement 50.000 membres (employés de l'industrie, maîtrise, dessinateurs, ingénieurs). Cette Fédération des Techniciens, qui marque un progrès dans l'organisation d'une couche de travailleurs jusque-là restés en dehors des luttes anti-patronales, doit avoir comme but l'intégration de ses syndicats d'industrie dans les Fédérations ouvrières correspondantes par la pratique de la lutte dans l'entreprise.

Ainsi, la formule : une seule section syndicale par entreprise, deviendra une réalité. **D'UNE FÉDÉRATION D'INDUSTRIE :** Contrôler la production et mettre en œuvre les moyens capables d'exproprier les capitalistes par la pratique du contrôle ouvrier.

La base de la Fédération est le syndicat d'industrie local ou régional suivant les besoins de la lutte, le rôle essentiel de la fédération est donc de centraliser et de coordonner l'action pour lui donner de plus en plus d'étendue et de profondeur et faciliter en même temps le contrôle des ouvriers.

Pour permettre l'élargissement des luttes, nous devons tendre à la formation de syndicats d'industrie très larges, confirmant par exemple pour les industries métallurgiques toutes les branches d'industrie (Syndicat des métaux de la Région Parisienne). Nous devons nous opposer de toutes nos forces à la tendance du Bureau Confédéral de créer des syndicats nationaux de branche d'industrie tel que le syndicat national de l'aviation en voie de formation, avec sections départementales et locales, suivant la structure de l'Etat bourgeois. De tels Syndicats nationaux ont évidemment l'avantage de décentraliser le mouvement et de permettre l'application plus facile du « Plan de rénovation économique ».

Les révolutionnaires veulent des organisations qui soient des instruments pour la lutte et non des freins. Pour aider au Contrôle ouvrier, chaque Fédération d'industrie doit constituer ses Comités nationaux de branche d'industrie, formés par les Sections industrielles dans chaque syndicat. Ainsi, le Comité national de l'électricité dans la Fédération des Métaux sera formé par les sections industrielles d'électricité des Syndicats des Métaux.

Il sera alors possible par la liaison dans le pays de toutes les usines d'une même industrie (automobile, mécanique, aviation, électricité, etc.), de contrôler la production dans cette industrie, et de préparer les prochaines luttes ouvrières en opposant à la tactique patronale de division, des intérêts ouvriers par région, et à la décentralisation industrielle qui oppose les ouvriers de la Région Parisienne à ceux de province, une grande cohésion dans la lutte.

Pour illustrer notre position, prenons deux exemples d'actualité : 1° La semaine dernière, les ouvriers de Peugeot à Sochaux ont débrayé, une liaison préalable et constante entre les diverses usines Peugeot (La Garenne-Nord et Siège Social à Paris-16°) auraient permis d'étendre le mouvement à toutes ces usines et de vaincre Peugeot.

2° Depuis un mois, les ouvriers de Schneider à Châlons-s-Saône (construction de sous-marins) sont en grève sur le tas. Un comité national d'industrie contrôlant toutes les usines Schneider (Le Creusot, la S.M.

L.M. à Paris-15°, la S.O.M.U.A. à St-Ouen, l'usine du Havre, etc.), permettrait un mouvement de solidarité dont l'issue serait victorieuse.

La création de Comités Nationaux d'industrie doit s'accompagner de la lutte pour l'action directe dans l'entreprise et contre la collaboration de classe, qui conduit au freinage, à la localisation des mouvements et à la défaite.

Dans un prochain article, nous étudierons les questions d'organisation se rapportant au syndicat.

Chez Conchon-Quinette

Belle riposte ouvrière

Voici le texte du tract distribué le 27 juillet dans le 19° arrondissement, appelant la population à la solidarité :

« Un scandale sans précédent éclate dans votre arrondissement : la maison Conchon-Quinette, 15, rue du Docteur-Potain, occupant plus de 200 ouvrières veut fermer ses portes.

C'est une sanction patronale pour fait de grève (cette maison par cet acte ne respecte pas la parole donnée). La classe ouvrière de l'arrondissement ne permettra pas ce lock-out massif de camarades qui pendant 18 jours ont défendu leurs salaires en faisant grève.

« Toutes et tous pour un rassemblement de solidarité, vous serez présents à partir de 18 heures devant le 15, rue du Docteur-Potain. »

En effet, le patron n'avait cessé, depuis la première grève de licenciement des employés ; presque toutes les ouvrières de l'atelier avaient été renvoyées, pour faits de grève malgré leurs protestations. Il ne restait plus actuellement dans la maison que 80 ou 90 ouvrières sur 200. Hier le directeur, M. Meyer, représentant fidèle du patron Conchon-Quinette fit afficher à l'intérieur de la boîte une note indiquant qu'il fermerait l'usine le 20 août. De plus, il annonce que les ouvrières payées à la semaine, ne recevront que le tiers de leur solde. Il fait charger des camions emportant les machines de l'usine en province.

Le comité de grève qui avait fonctionné pendant la première grève est de nouveau désigné. Les ouvrières demandent que le patron arrête le départ des machines et qu'il continue à faire marcher l'usine. Un camion qui devait partir emportant des machines fut déchargé par les ouvrières et renvoyé. La population du quartier alertée par les ouvrières est devant les portes de l'usine. Le directeur fait appeler la police. Celle-ci n'intervint pas. Les ouvrières veulent occuper l'usine. Le communiste Grésa leur conseille d'évacuer la boîte, de revenir le lendemain à l'heure habituelle.

Les ouvrières quittent l'usine mais le 28 juillet, les portes de l'usine restent fermées.

Les ouvrières ne désirent nullement abandonner ainsi la lutte. Elles sont décidées à occuper la boîte. Elles ont de nouveau fait appel aux camarades de l'arrondissement et au comité de chômeurs pour les aider dans leur lutte.

Les camarades du 19° rayon du Parti Ouvrier Internationaliste (B.L.) se déclarent pleinement solidaires des ouvrières de Conchon-Quinette. Ils pensent que les ouvrières n'auraient pas dû quitter l'usine. Ils ont adressé une lettre aux communistes, socialistes et au responsable du comité de quartier du Front populaire leur demandant d'organiser avec nous, immédiatement des équipes de camarades en vue d'aider les ouvrières à occuper l'usine et à se défendre contre toute tentative du patron de les faire sortir avant d'avoir obtenu satisfaction.

A LA FRANCE MUTUALISTE

Citons encore une fois en exemple, l'excellent travail accompli par notre cellule dans cette boîte.

Malgré la direction Front Populaire et Franc-Maçonne de cette maison, QUI N'A PAS HESITÉ À CREEER DANS LA BOITE UN SYNDICAT CROIX DE FEU pour diviser les travailleurs, nos camarades ont abouti à une importante victoire. Ils ont fait syndiquer la majorité des employés, et en plus des augmentations des salaires ont obtenu LE CONTROLE SUR L'EMBAUCHE ET LE RENVOL. Aucun renvoi ne pourra avoir lieu avant le 1° janvier. Puis toute proposition de renvoi devra être soumise au contrôle des délégués. Nos camarades ont la confiance de la boîte.

Bravo pour la cellule

A Sochaux, les ouvriers ont été trahis

Le 22 juillet, les ouvriers des Usines Peugeot et Japy déclanchaient la grève, grève qui s'étendait rapidement à Sochaux Valentigney, Montbéliard, accompagnée de grèves de solidarité, entre autres Alsthom à Belfort.

Les ouvriers débrayent, occupent l'Usine. Leur mouvement avait pour objet de faire obstacle aux prétentions patronales ; Peugeot prétendait en effet d'appliquer le contrat collectif que sur la base d'une réduction de 30 à 40 % des salaires consentis dans la Région Parisienne. Les ouvriers entendaient que cette diminution excédât pas 15 à 20 %. Peugeot prétendait maintenir le classement des ouvriers en trois zones régionales, zones entre lesquelles existait une différence de salaires de 6 % prétextant l'inégalité des montants des loyers payés par les ouvriers de l'une ou l'autre zone. Les ouvriers entendaient que cette différence entre zone habitée, disparaissent, n'ayant en effet pour objet que de diviser leurs intérêts pour mieux les combattre.

Enfin les ouvriers insistaient à juste titre pour que soient relevés les salaires féminins particulièrement bas dans cette région. L'Usine Peugeot à La Garenne envoie à Sochaux son délégué central, affirmant ainsi son entière solidarité aux grévistes de Sochaux et dans le but d'appuyer la grève par un nouveau débrayage si nécessaire.

Le délégué fut très fraîchement reçu par Jeannin, secrétaire de l'Union départementale du Doubs.

Jeannin type du bonze syndical réformiste dont le travail consiste à pratiquer la collaboration de classe avec les patrons et à torpiller ainsi les luttes ouvrières, n'a pas manqué d'avoir recours à des méthodes qui sont chères à la direction de la C.G.T.

Organisant une réunion des délégués ouvriers le matin ; il est procédé à un vote secret. Jeannin prétendait qu'il est important que les patrons en ignorent le résultat, une réunion devant avoir lieu avec eux l'après-midi, procédé seul au dépeuplement des votes.

La comédie continue. Le soir, il annonce que le vote était favorable à l'arbitrage du Ministre. Un coup de téléphone était déjà passé à la Direction de la C.G.T.

Comme par hasard, sans doute ! Salengro, ministre de l'Intérieur et Chevaline, secrétaire de la Fédération des Métaux arrivent à Montbéliard dans la même voiture ministérielle.

Touchante collusion des dirigeants syndicaux avec les Pouvoirs Publics et bel exemple d'indépendance syndicale à laquelle, en paroles, tiennent tant les Jouhaux et Cie, sauf lorsqu'il s'agit de trahir les intérêts des ouvriers et à traiter dans la coulisse avec le patron.

Monsieur le Ministre socialiste arbitre, assisté de Chevaline, ce pseudo-représentant des intérêts ouvriers. Résultat : Peugeot maintient ses positions. Il consent seulement à intégrer une partie des ouvriers habitant la troisième zone dans la deuxième et à augmenter le salaire des femmes de un sou de l'heure sur le chiffre prévu.

BEZONS

Usine des Téléphones

Des camarades de l'usine des téléphones de Bezons, nous prient de mentionner la belle conduite de Grenoble que les 1.500 ouvriers ont fait au cours de la grève au Conseilier indigne désormais d'être un représentant de la classe ouvrière, s'est fait haïr et reconduire d'une drôle de façon parce qu'ils étaient venus EXIGER QUE LES OUVRIERS ACCEPTESENT LES CONDITIONS IMPOSEES PAR LA DIRECTION DE L'USINE.

Ainsi, comme autrefois les bonzes réformistes, traités au prolétariat, les chefs communistes deviennent-ils peu à peu les valets du patronat. Ajoutons que l'huile en question dut être ensuite désavoué par d'autres représentants de son parti, qui tentèrent d'exécuter la « minute de défaillance » (sic) de l'élu communiste.

Les ouvriers n'ont pas à excuser les « défaillances » de pareils chefs. Ils veulent des chefs révolutionnaires, capables de diriger la Révolution ouvrière et non des poltrons, laquais du patronat. Ils rejoindront notre Parti Ouvrier en France, seul fidèle à la politique révolutionnaire de Marx, Lénine et Trotsky, qui conduisit les ouvriers russes à la victoire.

En un mot, le contrat était appliqué comme l'entendait Peugeot.

Vendredi, meeting public tenu par Chevaline, ce dernier traite le provocateur le délégué de l'Usine Peugeot (La Garenne) qui tentait de s'opposer à cette trahison indigne. Les ouvriers trahis peu encouragés et sentant confusément que leurs intérêts n'avaient pas été défendus consentent à quitter l'Usine le samedi. Leur mouvement était ainsi momentanément brisé et leurs intérêts trahis.

Une fois de plus, grâce à la collusion des bonzes syndicaux avec le Ministre, fut-il du Front Populaire, le patronat a gagné la partie.

La leçon doit porter ses fruits. Dès maintenant les ouvriers de Sochaux doivent être leurs délégués, les contrôler en exigeant des réunions périodiques, les révoquer s'ils le jugent utile.

Les délégués réunis doivent : constituer le Comité d'Usine contrôlant l'application du contrat et préparant le prochain mouvement. Ne pas tolérer un arbitrage ministériel. Actuelle décision ne doit être prise sans que tous les ouvriers réunis aient pu se prononcer par un vote public et non secret. Ne pas lâcher l'Usine avant la victoire. Si le patron s'oppose au contrat, boycotte l'Usine ou débauche. Exiger que votre Comité d'Usine vérifie ses affirmations, contrôler les livres de comptabilité, les commandes, la correspondance.

En avant pour le contrôle ouvrier de la production. Camarades de Sochaux, le contrat collectif a été obtenu, grâce au magnifique mouvement de grève qui s'est déroulé dans toute la France. Il ne doit pas vous inciter au repos, mais bien au contraire, doit vous servir de point d'appui pour un nouveau bond en avant.

COLOMBES

Chez Alsthom

La grève a été fort bien menée par un camarade communiste qui fut par la suite lâché par ses... supérieurs. NOS CAMARADES DE L'ALSTHOM AIMERAIENT BIEN SAVOIR POURQUOI ? EST-CE POUR SA CONDUITE REVOLUTIONNAIRE PENDANT LA GREVE ? Dans cette boîte, il n'y avait pas un syndicat ! Tout le monde est aujourd'hui syndiqué après avoir fait une grève excellente qui a abouti à de bons résultats. La direction était pourchassée tous les jours par le chant de l'Internationale. Sous ses yeux eurent lieu 2 mascarades révolutionnaires : le Jugement de l'Alsthom et ensuite son enterrement ! Le directeur était suivi partout, jusqu'à l'entrée des tinettes...

Aujourd'hui la Direction est à plat. Une permanence existe pour les délégués ouvriers. Une commission médicale existe pour l'hygiène, la sécurité, etc... Il va falloir la faire fonctionner POUR EMPECHER LES MANOEUVRES DE LA DIRECTION : celle-ci a déjà roulé les ouvriers depuis la grève en embauchant des mordeuses dans une catégorie ne figurant pas sur le contrat collectif et à un tarif inférieur à celui de l'emploi réel.

On nous a eux une fois. On ne nous a pas eus une deuxième, comme le prouve l'affaire des ébarbeuses.

Cependant, attention ! Malgré son aplatissement actuel, la Direction tentera de reprendre le dessus ; elle prépare des débauchages en voulant embaucher des « petites mains » de façon à éliminer des emplois supérieurs.

Nous veillerons, que la direction se le tienne pour dit !

Comme pour les 40 heures. Nous en exigeons l'application le plus tôt possible. Si on allégué le mauvais état des aaires, nous exigeons le CONTROLE OUVRIER SUR LA GESTION DE L'ENTREPRISE.

Camarades, renforçons le Comité inter des différentes usines Alsthom pour ne pas permettre à la Direction de nous isoler.

LE SOVIET des boîtes Alsthom, fidèle exécutant de la volonté des ouvriers des usines Alsthom, et l'organisation des piquets de milice ouvrière en vue des prochains conflits auxquels la direction veut nous acculer, voilà ce qu'il faut réaliser le plus tôt possible.

Les travailleurs socialistes et communistes de la boîte nous aideront dans cette tâche.

Les Camarades de l'Alsthom-Colombes.

La Gérante, Suzanne CHARPY

Imprimerie CERBONNET
27, Rue de la Folie-Régault, PARIS

Dans le Rhône

Villeurbanne

Questions au Conseil Municipal

Le conseil municipal stalinien de Villeurbanne vient d'augmenter les indemnités du maire et des conseillers municipaux au total de 36.000 francs. Est-il vrai qu'au moins trois conseillers municipaux se soient prononcés contre et que seuls ces trois conseillers aient voté pour la proposition déposée par l'un d'eux d'augmenter l'allocation des chômeurs, et qu'il s'en soit trouvé de même pour différentes mesures intéressant les couches les plus nécessiteuses ? Est-il vrai qu'une des cellules du P. C. de Villeurbanne n'eut exclu l'un d'entre eux qu'après « qu'il eut envoyé sa démission à l'issue d'une réunion particulièrement mouvementée du conseil municipal ?

Nous voudrions poser une autre question à la municipalité de Villeurbanne. Jusqu'à ce jour le P. C. a dû une grande partie de ses succès à l'appui que lui ont apporté les ouvriers immigrés, très nombreux à Villeurbanne. Il leur a fait confier la direction du comité central des chômeurs, auquel s'opposait avant les élections le comité français, dont les tendances étaient plus ou moins ouvertement pro-fascistes. On prépare actuellement la fusion de ces deux comités. Cela doit-il signifier que sous la pression de nécessité économique aussi bien que de la politique générale du Front populaire, la municipalité se prépare à abandonner à leur malheureux sort les travailleurs immigrés, et adopte pour résorber le chômage les méthodes Salengro ?

Nouzonville

Les camarades chômeurs trouvent étrange, pour ne pas dire plus, l'attitude du maire envers leurs revendications, promesses faites pendant toute la période électorale et non tenues, quoique cependant, M. le maire trouve des milliers de francs qui seraient mieux employés à soulager la misère de nos camarades chômeurs. D'ailleurs, cette semaine, il faudra qu'il s'explique devant ces malheureux, leur comité de chômage qui existe sans exister parce que tenu par la bride et dans l'ignorance absolue par quelques dirigeants. Les chômeurs vont eux-mêmes faire une réunion et nous espérons bien faire élire un comité de chômeurs qui appartiendra aux chômeurs et sera contrôlé par eux-mêmes ; de cette façon nos revendications, posées par nous-mêmes il faudra bien que le maire s'exécute, et s'il refuse nous dire pourquoi.

Une proposition à la C. A. de l'Isère contre la Bureaucratie syndicale

Ordre du jour présenté à la réunion de la C.A. du syndicat de l'Isère de la Fédération Générale de l'Enseignement, le jeudi 18 juin 1936 :

La C.A. constate que malgré le refus des dirigeants de la C.G.T. de préparer systématiquement la grève générale, le prolétariat du pays entier, occupant les usines, a passé outre, et a fait tous ses efforts pour coordonner les grèves afin d'obliger, par une action d'ensemble, le patronat à améliorer le sort des travailleurs.

Ainsi vient d'être démontré que, dans la période présente, on ne peut commencer à contraindre le patronat aux réformes seulement à la condition de le menacer réellement de tout perdre.

Entrés dans cette voie, non sous l'impulsion des soi-disant chefs syndicaux, mais par leur initiative de masse, les ouvriers ne peuvent arrêter leur offensive, sous peine de reculer et de courir à la défaite capitale devant les deux principaux ennemis : le fascisme et la guerre. Il est plus que jamais impossible de maintenir le statu quo du capitalisme soi-disant réformateur.

La C.A. dénonce le gouvernement Blum, serviteur du capital, coupable de démagogie et de duperie envers la classe ouvrière, citons : la récente déclaration contre les occupations d'usines voulues par les ouvriers comme moyen de lutte efficace contre leur ennemi mortel : le patronat. « nationalisations » sans expropriation, la tolérance des deux ans, des chefs fascistes en liberté.

En conséquence la C. A. du syndicat de l'Isère de la F.G.E. estime que, dès maintenant, les mots d'ordre centraux de toute la classe prolétarienne syndiquée ou non, doivent être : 1° Contrôle ouvrier par les Comités

Reims

L'ACTIVITE D'UN SYMPATHISANT

Les initiatives multiples, l'activité personnelle et organisationnelle pour se der aux ouvriers en lutte et les aider de notre mieux, constituent la meilleure des qualités pour un militant actuellement.

Voici un bel exemple pour tous les militants du P.O.L. de l'activité d'un sympathisant dans la région de Reims :

Pour vous donner une idée de la diversité de mes occupations, je note quelques maisons ou corporations dont je me suis occupé :

Nettolement (des boueux)3 : contrat signé.

Pompes funèbres : contrat signé.

Bouchers : encore en cours.

Jouets Marjo : contrat signé, puis compu, puis accord.

Tissage Pandavoine : en cours.

Ouvriers agricoles de Reims : en cours.

Vignerons de Verzenay : contrat signé.

Menuiserie Métallique moderne : contrat signé.

Schaens Froment : contrat signé.

Biscuiterie Rem : contrat signé.

Société rémoise de l'épicerie : contrat signé.

Bouillonnières : en cours.

Et en exclusivité, les Maisons de Champagne de Reims : 16 contrats signés à ce jour.

En outre, je me suis occupé du nouveau syndicat général de l'alimentation... et du syndicat des cavistes.

★ ★

Des Exemples

Dans nos précédents articles, nous mettions les ouvriers en garde contre l'inévitable réaction du Patronat, qui tenterait de mettre en échec sur le plan pratique et concret, les revendications acquises, par le fameux accord « Matignon » compromis entre les directions syndicales et les représentants des 200 familles.

Chez Binot, au Peocq, la direction sabote le contrat en attendant de le liquider définitivement.

Chez Unic, à Puteaux, la direction procède à un licenciement massif des employés du bureau d'étude.

Comment réagir !

Vigilance des Comités d'usine, réunion périodique des ouvriers et usine au courant des négociations entre délégués et patrons devant l'ensemble du personnel. Les ouvriers doivent s'opposer aux renvois et aux licenciements.

Si le patron sabote et prétend ne pouvoir observer le contrat. Exigez que votre Comité vérifie ses affirmations, contrôle les livres, la correspondance, les commandes, organisez le Contrôle Ouvrier de la Production.

A propos de la Grève Capoulade

Une erreur regrettable s'est introduite dans notre article du précédent numéro. C'est en accord avec le délégué syndical et non pas malgré lui, que la grève a été déclenchée.

Nous nous excusons auprès de ce camarade.

N.D.L.R.

lès de délégués ouvriers élus et constamment révocables par la majorité de leurs mandants, sur la production et la gestion financière des entreprises ;

2° Abolition du secret commercial, véritable complot des exploités contre les exploités ;

3° Comités populaires de contrôle des prix et des stocks de marchandises, constitués de délégués élus démocratiquement dans chaque quartier et localité ;

4° Les Comités de soldats élus démocratiquement doivent contrôler la nourriture et la gestion des unités, obtenir l'abrogation des deux ans, la évocation immédiate des officiers fascistes, les droits politiques et syndicaux des soldats ;

5° Les délégués des comités d'entreprises, des comités populaires, des comités de soldats devront s'organiser entre eux (Soviets en France) et réunir au plus tôt leurs Congrès départementaux et nationaux ;

6° Abrogation immédiate et totale des décrets-lois Doumergue-Laval ;

7° Expropriation pure et simple des principaux magnats de la Banque de France, des industries de guerre, des industries-clés et de la grande presse, condition indispensable des nationalisations véritables.

8° L'ordre prolétarien temporairement instauré à l'usine doit être généralisé dans la rue et dans le pays entier pour l'extension des piquets de grève en Miliees ouvrières appuyées par le prolétariat armé, pour désarmer et écraser la réaction fasciste toujours prête à anéantir la Révolution ouvrière à la moindre défaillance ;

9° Insurrection de la dictature des ouvriers et des paysans pour abattre le capitalisme et bâtir la société socialiste.